

Les débuts de la coopération agricole dans le Bas-Saint-Laurent

Jacques Lemay, professeur
Université du Québec à Rimouski

L'histoire rurale des premières décennies du XXe siècle québécois n'est pas encore écrite. À l'exception de quelques pages de Firmin Létourneau sur les associations agricoles et de certaines études sociologiques sur le monde rural québécois, ce champ demeure pratiquement inexploré. Quant au niveau régional, il peut sembler étrange, à première vue, qu'en ce milieu rural par excellence, jadis si fier de la mission agricole que certains lui avaient assignée, n'ait pas de véritable tradition d'histoire rurale.

Cet aperçu sur les débuts de la coopération agricole dans le Bas-Saint-Laurent n'a pas la prétention de combler cette lacune. Il se présente plutôt comme une sorte d'introduction générale à l'étude des coopératives de notre région en prenant préalablement une vue rapide du contexte global québécois de l'époque. Il suppose que des analyses complémentaires davantage poussées et synthétiques reprennent, regroupent, ordonnent les connaissances déjà acquises sur ce sujet.

1. L'agriculture dans le contexte québécois des années '20

Au cours du premier quart de siècle, le développement économique du Québec y fait des progrès remarquables. D'agricole et de rurale, la société québécoise avance rapidement dans la voie de l'industrialisation et de l'urbanisation.

La campagne exerce de moins en moins ce doux attrait exalté par nos chantes nationaux qui prêchent "le retour à la terre"... La population rurale qui représentait en 1900 encore 60,3% de la population totale ne représente plus que 36% en 1931. ¹ La part de l'agriculture au revenu intérieur brut est passée de 65% à 37% au cours de la période 1900-1930. ²

L'agriculture québécoise des années '20, entre déclinément en période de récession réelle. Les raisons qu'on peut rapidement invoquer pour expliquer ce fait sont attribuables aux changements que le monde rural québécois a connus dans le contexte de la première guerre mondiale et de la nouvelle conjoncture qui en a résulté au moment où débute "l'après-guerre".

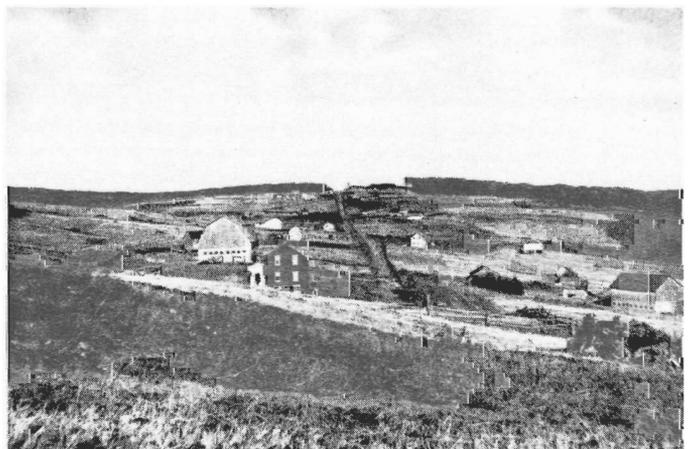
En effet, durant le premier conflit mondial, la classe agricole québécoise fit sa large part pour ravitailler les pays alliés de l'Europe. Le gouvernement fédéral sollicita d'ailleurs la collaboration des provinces pour mettre au point un programme efficace de production. Dans les grandes lignes, le programme prévoyait que les provinces des Prairies "le grenier de l'Empire" devaient fournir les céréales tandis que les provinces centrales devaient expédier surtout du porc et des produits laitiers.

Pour le fermier canadien, comme pour celui du Québec, cette période peut être considérée de "faste" à plus d'un point de vue, surtout à cause d'un gonflement artificiel de la demande et des prix. Les exploitations de produits agricoles qui atteignaient en 1914, \$252 millions de dollars montent à \$758 millions de dollars en 1918. ³ On peut constater une semblable progression quand on considère les prix des produits agricoles qui connaissent une inflation sans précédent. Selon Haythorne, l'indice des prix de vente des produits agricoles passe de 64 en 1913 à 133 en 1918. ⁴

Au Québec la superficie moyenne des fermes augmente considérablement, elle passe de 106 acres en 1911 pour atteindre 125 en 1921. ⁵

Quant à la production laitière, la plus importante pour le Québec et mise sur pied dès 1880, on note un fort accroissement de son taux de productivité qui dépasse de 15% annuellement durant cette période. Le marché du fromage à lui seul double pratiquement.

Pour la première fois de son histoire, le cultivateur québécois entrevoit que son activité économique pourrait devenir rémunératrice surtout s'il réussit à arrondir sa terre et s'il n'hésite pas à la mécaniser. En effet, c'est ce que nous démontrent les statistiques concernant la valeur des machines et de l'outillage, qui font plus que doubler entre 1911 et 1921, en passant de \$54,954,520 à \$111,949,036. ⁶ Les batteuses, lieuses, moteurs à gazoline, tracteurs..., envahissent le Québec. C'est durant cette période de guerre que s'est accélérée le plus rapidement la transition entre une agriculture de subsistance à une agriculture de marché. Il est clair que cette stratégie a réussi à profiter d'abord aux vendeurs de machines et de produits chimiques agricoles, aux grandes sociétés agro-alimentaires de transformation et de com-



mercialisation qui se forment alors: les Canada Packers, Wilsils, Coronation... Les agriculteurs québécois en y apportant leur force de travail y ont gagné un bénéfice bien temporaire mais surtout un endettement très lourd.

En 1918, la classe rurale se rend compte qu'un formidable phénomène de concentration des organisations commerciales, surtout celles qui achètent leurs produits, s'est réalisé à la faveur de la guerre et qu'un phénomène semblable s'est également produit dans les entreprises industrielles qui fabriquent et leur vendent les marchandises d'utilité professionnelles.

Au lendemain de ce conflit, cette "fausse" prospérité se termine subitement. Les pays d'Europe se hâtent de restaurer leur agriculture. Les cultivateurs québécois voient d'abord rétrécir leurs marchés, puis se les faire définitivement fermer. Le pays voisin par le bill protectionniste Fordney-McCumber en fait autant en bloquant l'accès des produits agricoles canadiens au marché américain en 1921. Les prix d'alors s'effondrent, et l'agriculture sombre dans une crise d'autant plus difficile à supporter que les cultivateurs s'étaient endettés par l'achat de terres, de cheptel et d'instruments aratoires à des prix élevés.

Pour la majorité des producteurs québécois, ils se retrouvent dans une situation plus précaire qu'avant 1914. Les grandes entreprises qui avaient acheté les produits de la ferme ont renforcé leur emprise. Les cultivateurs sont réduits au rôle de fournisseurs de matières premières aux conditions fixées par les industriels. De plus, la production agricole québécoise est livrée à une virulente concurrence de la part des producteurs de l'ouest, de l'Ontario, des États-Unis et même de la Nouvelle-Zélande et d'Australie qui se cherchent eux aussi des marchés libres. Les faillites de cultivateurs se multiplient dans les milieux agricoles, on accuse pour leur inertie les gouvernements d'être responsables de cet état de crise. Beaucoup songèrent alors à s'organiser pour prendre en mains leurs intérêts mal servis, affirmèrent-ils, par ces gouvernements d'avocats et d'hommes d'affaires.



À son congrès de 1921, l'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-française se prononce pour "poser des frontières et laisser à la porte les produits d'Ontario et d'ailleurs autant que possible et autant qu'il est raisonnable. Débarrassons-nous des entraves politiques, administratives, juridiques et commerciales, qui, maintenant paralysent notre défense".⁷

C'est dans ce contexte général, que se profile ce besoin chez les agriculteurs de se donner des outils comme les coopératives et des syndicats par exemple, pour mieux défendre leurs intérêts. Le mouvement coopératif démarre lentement, il se consolide en 1922 par la fondation de la Coopérative fédérée qui devra se réorganiser en 1929. Également au niveau syndical, après plusieurs essais manqués, l'association professionnelle est définitivement lancée en 1924 par la création de l'Union Catholique des Cultivateurs et qui consacra ses premières années à réclamer des gouvernements les réformes les plus urgentes: comme par exemple l'établissement d'un crédit agricole et l'abaissement des taux de transport des produits agricoles.⁸

Dès sa fondation, les membres de l'U.C.C. croient qu'il est urgent d'organiser les services professionnels destinés à aider leurs membres dispersés sur le territoire québécois, en favorisant la création des caisses populaires, des mutuelles et des coopératives agricoles dans chaque paroisse rurale.

C'est donc, dans ce contexte particulièrement troublé de l'après-guerre, qu'on assistera dans notre région à la création d'une multitude de petites coopératives agricoles dont celles de Saint-Fabien en 1927, du Bic et de Sainte-Luce en 1928 qui en sont les pionnières illustres.

2. L'agriculture dans le contexte régional des années '20

Dans notre région⁹, l'agriculture malgré les avatars signalés précédemment, continue d'être une activité importante. Certains indices témoignent même d'un certain progrès durant les années de la première guerre mondiale. En effet, cette période nous indique que sous les rapports du nombre de fermes et des superficies des exploitations rurales, il y a une certaine progression. D'ailleurs les années '20 laissent entrevoir une accélération de ces transformations du paysage agricole régional.

I — Évaluation du nombre de fermes (1901 à 1921)

	1901	1911	1921
Région:	11,256	11,314 (+11.5%)	12,616 (+3.6%)
Québec:	174,996	150,599 (- 2.1%)	147,370 (-6.6%)

Source: Recensements du Canada, 1901, 1911, 1921.

Ce tableau nous montre que le nombre de fermes augmente dans notre région, tandis qu'il y a baisse dans le reste du Québec.

II — Évolution de la superficie totale en acres des fermes (1901 à 1921)

	1901	1911	1921
Région:	1,185,768	1,430,414 (+ 20%)	1,770,820 (+23.8%)
Québec:	14,444,175	15,613,267 (+8.1%)	17,257,012 (+10.5%)

Source: Ibid.

Le tableau précédent nous indique que la superficie des terres occupées augmente davantage dans notre région comparativement au reste du Québec.

III — Évolution de la superficie moyenne des fermes (1901 à 1921)

	1901	1911	1921
Région:	105	113	135
Québec:	96	106	125

Source: *Ibid.*

Également, il est intéressant de constater que la superficie moyenne des fermes dans notre région augmente considérablement durant cette période en regard avec le reste du Québec. Cependant, il faut souligner que malgré que la superficie totale à l'échelle de la ferme soit plus grande dans la région que dans la province, la superficie défrichée est toutefois moindre de façon absolue et relativement dans la région que dans la province. Sa superficie défrichée varie de 40% à 60% selon les comtés.

Malgré la relative confiance qu'on peut accorder aux statistiques des recensements du Canada, elles représentent tout de même des indices satisfaisants de la situation générale.

Finalement, faut-il conclure que notre agriculture est en si bonne posture si on la compare à la moyenne québécoise? Il faut d'abord savoir se méfier des statistiques et des tableaux car parfois ils camouflent une part importante de la réalité. Effectivement si durant la période 1901-1921, l'étendue moyenne de la ferme de notre région passe de 105 à 135 acres et que pour le Québec on enregistre également une augmentation de 96 à 125 acres, il y a là une explication d'un phénomène important. En effet, certains observateurs attribuent ce mouvement de concentration à la mécanisation:

"Qu'il me suffise de vous dire que dans nos rangs, ce sont les machines agricoles qui occasionnent le départ de bien des familles pour les États-Unis. Joseph, je suppose, est voisin de Pierre. Il a des machines agricoles pour tout ce qui concerne l'agriculture. Ainsi pourvu, il lui est aussi facile de cultiver deux terres qu'autrefois une seule. Il achète la terre de son voisin (...). Je reste ici depuis plus de trente ans. Plus d'une fois, j'ai vu des cultivateurs acheter des terres d'un grand prix, toutes à crédit. Je les plaignais, ces gens-là, et j'avais tort. Aujourd'hui ils ne doivent plus rien et il y en a qui, en achetant deux ou trois terres de leurs voisins, ont dépeuplé nos rangs".¹⁰

Le phénomène de la mécanisation n'est pas facile à circonscrire car les statistiques dont nous disposons ne sont guère satisfaisantes. Tout au plus connaît-on l'augmentation de la valeur de l'outillage. La valeur totale de l'outillage des fermes du Québec passe de 27 millions de dollars en 1901 à 54 millions en 1911 et à 111.9 millions en 1921. Toutefois au niveau régional, le phénomène existe bien, et plusieurs sources peuvent nous aider à l'évaluer d'une façon qualitative.

Gérald Filion, ex-secrétaire de l'UCC, originaire de l'Isle-Verte nous décrit merveilleusement bien l'ampleur

de ce phénomène qui se développe dans sa paroisse:

"Au moment dont je parle, les faucilles sont définitivement remises dans les greniers. Même le coupage à la faux est rare, on se sert partout de la faucheuse, la même que pour le foin. D'ailleurs on a cessé à peu près partout de cultiver le blé pour le pain, même si la meunerie d'Eugène Côté est encore équipée d'une moulange à blé et d'un blutoir. La farine à pain s'achète chez les marchands. Je doute qu'il y ait eu une seule moissonneuse à l'Isle-Vertes avant 1914. En tout cas, je n'en ai jamais vu ni entendu parler. Mais dès la guerre finie, le raz de marée submerge les fermes.

La plupart des cultivateurs s'équipent de cette merveilleuse mécanique qui se vend jusqu'à trois cents dollars. Les cultivateurs trop pauvres pour se payer un tel luxe appellent à leurs se-



cours ceux qui en font étalage, moyennant compensation en argent ou en services".¹¹

L'agriculteur de notre région, comme l'agriculteur québécois en général paye un prix élevé pour ces transformations de l'activité agricole. Le prix est d'autant plus élevé que le passage à une agriculture de marché, dans laquelle la producteur est de plus en plus à la merci de forces qu'il ne contrôle pas, s'est effectué à un moment où les prix agricoles ont connu de violentes fluctuations.

De plus, en se spécialisant, les fermiers ont accru leur dépendance à l'égard du monde extérieur pour des produits de première nécessité, que leur fournissaient autrefois les industries domestiques. Dans les régions éloignées, comme la nôtre par exemple, l'amélioration des moyens de transport suscite un élargissement du réseau de distribution, active les échanges et fait reculer les frontières de l'agriculture autarcique. Ici, ce sera le travail en forêt durant les longs mois d'hiver qui procure le numéraire nécessaire aux échanges quand les choses vont bien, les marchands généraux forcent la vente de leurs produits et accordent généreusement du crédit.

L'équilibre est très fragile. Une diminution de la demande pour le bois sur les marchés étrangers entraîne un chômage important dans les chantiers en forêt et prive bon nombre de cultivateurs-bûcherons de leur princi-

pale source de revenus. Au début les marchands et les prêteurs se font généreux tout en exigeant, bien sûr, un taux d'intérêt plus élevé. Si les difficultés persistent, ils n'ont bientôt plus d'autres choix, s'ils veulent eux-mêmes éviter la faillite, que d'exiger les sommes qui leur sont dues. Le prêteur sur gages, l'usurier, fait des affaires d'or, ramenant avec lui le cycle infernal de l'endettement, le découragement et les départs.

"Un cultivateur qui emprunte se ruine" aime à répéter le ministre de l'agriculture de l'époque, Caron. Mais devant les changements qui se produisent dans le milieu rural, le fermier et sa femme oublient leur prudence proverbiale. Le fermier n'hésite pas à hypothéquer sa ferme pour acheter de belles pièces d'équipement au représentant Massey-Harris, la seconde à passer des commandes à la compagnie Eaton. Paul Hubert, commissaire d'école de Rimouski, notait dans un article paru dans le **Semeur** en mai 1922, que:



*"le livre presque unique et certainement le plus populaire dans nos campagnes c'est... le catalogue illustré de la maison Eaton. Entrez dans toutes les demeures où l'on sait écrire, et vous le trouverez. Tout le monde le feuillette".*¹²

Outre le problème de l'endettement découlant du passage d'une agriculture autarcique à une agriculture de marché et de son coût élevé à payer, dû en partie à la modernisation de son équipement il y a d'autre part le problème d'une crise économique qui débute dans les années '20 et qui affecte tout le monde agricole québécois et en particulier son industrie laitière, l'épine dorsale de l'agriculture.

D'abord, on constate qu'il y a une baisse dans la production du fromage durant la période 1900-1921, la production passant de 58,171,000 à 54,243,000 livres. Cependant l'accent semble être mis sur l'amélioration de la qualité du produit. La production de beurre fit toutefois un bond remarquable, passant de 24,625,000 à 48,630,000 livres,¹³ donc elle double pendant ce temps.

Dès le début de la décennie '20 les choses se gâtèrent pour l'industrie laitière québécoise, et elle devient plus mal en point que jamais. Olivar Asselin, homme très écouté, dénonce la situation de ce secteur qui a

toujours été à la pointe de notre agriculture.

*"La concurrence toujours plus vive de dix pays différents sur le marché anglais — à vrai dire dire notre unique débouché — fait que nos beurres et nos fromages se vendent depuis 1919 à peine un tiers ou un quart de plus qu'avant la guerre, tandis que le matériel de ferme, les engrais et le reste coûtent le double au propriétaire de troupeau laitier. Vingt ans encore de ce régime, et la spécialité qui fut pendant quarante ans le soutien de notre agriculture l'aura fait choir dans la plus grande détresse".*¹⁴

*"Éliminés ou à peu près du commerce et de l'industrie, note pour sa part Esdras Minville, nous sommes en train de perdre la terre, la terre qui presqu'ici nous a sauvés malgré tout".*¹⁵

L'auteur fait allusion ici aux difficultés de notre agriculture et des émigrations qu'elles entraînent. Ainsi la jeunesse "cet espoir de la Patrie", gagne les "factories" des états de la Nouvelle-Angleterre; elle va aussi chercher fortune en Ontario ou dans les Prairies quand elle ne va pas tout simplement grossir les rangs des gagnepetit dans les villes, main-d'oeuvre abondante et peu coûteuse des manufactures anglaises. Grande alors est la misère des classes laborieuses.¹⁶

Dans notre région, le cultivateur n'est donc pas à l'abri des problèmes que nous venons d'évoquer et chacun connaît un parent ou un voisin qui a émigré soit vers les États ou vers les agglomérations urbaines du Canada durant cette période.

Avant qu'éclate le "Krach" économique d'octobre 1929, Mgr Courchesne avait noté que le monde rural était en "crise" depuis quelques années ce qui favorisait la "désertion du sol".¹⁷ Le principal motif qui expliquait cet état, selon lui, était l'écart croissant qu'il observait entre les prix industriels et les prix agricoles. Les cultivateurs qui s'étaient endettés pour acquérir un outillage moderne devaient les entretenir et continuer à faire des déboursés importants pour les payer entièrement, de plus ils devaient acheter auprès des filiales des firmes industrielles les fongicides, les insecticides et divers engrais chimiques pour améliorer leur production. Par contre, les prix de leurs produits agricoles connaissaient des chutes importantes, dues particulièrement aux débouchés de plus en plus restreints des marchés et de la concurrence effrénée des productions des provinces voisines. C'était particulièrement vrai, pour les productions régionales comme celle de la pomme de terre par exemple qui subissait la concurrence des cultivateurs du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. "Si la mévente continue, il y a question de vie ou mort pour plusieurs de nos cultivateurs" expliquait un rédacteur du Progrès du Golfe qui signait "un habitant de Sainte-Luce".¹⁸

Dans une chronique "d'opinion libre" signée du pseudonyme d'OSCAR, on indiquait à la classe agricole de la région que "pour mettre de l'ordre dans le commerce des produits agricoles il faut que les producteurs s'organisent pour vendre, en se passant des intermédiaires qui sont souvent de puissants trusts qui font une marge de profits de plus en plus grande, par la coopé-



ration. Seuls les groupements de vente en coopération sont en mesure de traiter avec les compagnies de consommation, les administrations privées et publiques. Seuls les groupements peuvent obtenir des réductions de transport, des installations et aménagements nécessaires pour certains produits, comme la viande, le beurre, les légumes et les primeurs.”¹⁹

3. Les premières coopératives de la région

C'est dans cette optique, et à la même période qu'on peut relever dans la région la création d'un réseau régional de coopératives agricoles. C'est à Saint-Fabien, qu'on retrace l'organisation d'une première vraie coopérative agricole. En 1927, cent quatre-vingt-douze sociétaires s'engagent à vendre leurs produits, à la coopérative et aussi à y acheter les denrées nécessaires à leur exploitation. L'idée même de la coopération avait germé parmi les producteurs de Saint-Fabien depuis un bon moment. Depuis 1882, ils avaient fondé une première beurrerie coopérative qui fonctionnait sous le nom de **Syndicat Coopératif de Beurrerie No. 1**.

Selon les statistiques de l'**Inventaire des Ressources Naturelles et Industrielles** de 1938, ce syndicat coopératif de beurrerie est le plus dynamique de la région, et selon les enquêteurs "cette industrie semble fonctionner à l'entière satisfaction des patrons et des membres du Syndicat."²⁰ Outre la production laitière, on s'occupa de construire un entrepôt de criblage de pommes de terre, dont la production dépassait déjà une centaine de wagons par année.²¹ La coopérative était chargée également d'expédier les animaux de boucherie et de les vendre sur le marché de Montréal. En retour, on réalisa vite que l'achat en commun des moulées, de la farine, des engrais chimiques, des insecticides, permettaient d'avoir pour une bonne qualité des prix très avantageux.

On peut constater que la création d'une coopérative agricole à Sainte-Luce en 1928 produit les mêmes effets. Ici il s'agissait de conserver un marché qui s'était dégradé passablement vite au lendemain de la première guerre mondiale, celui de la pomme de terre. Même avec l'époque difficile de la crise économique des années '30, la coopérative réussit à expédier jusqu'à 300 wagons de pommes de terre. Sa fromagerie et son poste d'écumage, installés en 1934 à Luceville, permirent aux cultivateurs de vendre à la Coopérative Fédérée l'essentiel de leurs productions.²²

Malgré des débuts relativement prometteurs de ces coopératives locales, il est important de mener une étude plus longue dans le temps afin d'examiner les difficultés importantes qu'elles ont dû essuyer au cours de la décennie suivante.

L'analyse particulière d'une société coopérative, celle du Bic, aux prises avec les aléas de la crise économique des années trente, nous aidera à mieux comprendre la faiblesse et la fragilité des expériences coopératives au niveau régional.

C'est le 9 juillet 1928, qu'une trentaine de cultivateurs du Bic se rassemblent et décident de donner le coup d'envoi pour la création d'une véritable coopérative. Ils se portent donc acquéreurs de parts sociales. Chaque sociétaire possède le droit de vote, droit limité à un seul vote, quel que soit le nombre de parts sociales. Ils font une demande en bonne et due forme d'incorporation au gouvernement.

Environ un mois plus tard, soit le 18 août 1928, les démarches avec le gouvernement se terminent par la réception de lettres patentes:

"Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Rimouski, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Ste-Cécile-du-Bic" dont le principal bureau est situé à Ste-Cécile-du-Bic.

*Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles".*²³

La Coopérative du Bic est officiellement fondée.

Cette fondation n'est pas un événement surprenant outre mesure pour cette population. En effet, il ne s'agissait pas ici d'une mode venue d'ailleurs, mais de quelque chose de profondément enraciné dans la mentalité collective dont on pouvait d'ailleurs retracer l'évolution même avant le début du siècle. En effet, il y avait eu depuis près de cinquante ans déjà le développement d'une société d'agriculture qui rassemblait quatre-vingts membres.²⁴ C'était d'ailleurs la société la plus active et la plus importante du comté. Officiellement, ce n'était pas une coopérative, cependant elle était basée sur l'idée de coopération, d'aide mutuelle. Comme association professionnelle de cultivateurs, elle tentait d'améliorer les troupeaux et les récoltes en plus de stimuler l'effort de ses membres au moyen d'expositions.

Par ailleurs, Bic, s'était déjà distingué par le rôle pionnier joué par quelques-uns de ses "leaders" dans le domaine de la coopération et cela, non seulement à l'échelon local ou régional, mais encore au niveau de tout le Québec. En effet, était sorti de ses rangs un Frédéric Boucher, par exemple, maire du Bic, défricheur, directeur de la Société d'Agriculture Régionale, qui sera fondateur de la première coopérative d'envergure au Québec: "La Société Coopérative des Fromagers" en 1910 et

qui deviendra plus tard l'importante Coopérative Fédérée. Nous savons déjà comment cette coopérative des fromagers a joué un rôle prédominant dans le domaine de l'industrie laitière du Québec. C'est elle qui eût la première à disputer la maîtrise du négoce du marché du lait, du beurre et du fromage au puissant **Board of Trade of Montreal**, si longtemps libre de fixer les prix à sa guise et qui d'autre part c'est également elle qui dut se battre afin d'obtenir pour les fromages du Québec un classement équitable sur le marché anglais.

On retrouvait par ailleurs au Bic, déjà depuis 1924, un poste d'achat et de vente d'animaux, de pommes de terre, de grains et de semences, géré par un syndicat de l'U.C.C., qui permettait de ravitailler les agriculteurs de la région.²⁵

En somme, tant par ses ressources humaines que par les réalités passées, il n'était que naturel de s'attendre de la part de la population bicoise à une oeuvre d'aboutissement, systématisant et synthétisant toutes les expériences antérieures et qui porterait le nom de Société Coopérative Agricole de Ste-Cécile-du-Bic.

Qu'est-ce que concrètement, l'implantation d'une véritable coopérative agricole au Bic à la fin des années '20 pouvait apporter de changements dans la vie de sa population agricole? Ce ne sont pas des choses faciles à circonscrire, car il n'y a pas de statistiques disponibles pour évaluer tous les éléments de cette question.

L'agriculture qui était pratiquée alors au Bic, et dans les autres paroisses de la région conservait la plupart des traits d'une agriculture de subsistance, néanmoins certains traits d'une agriculture de marché étaient apparus surtout au moment du premier conflit mondial. On s'efforçait de produire sur la ferme tout ce dont la famille avait besoin: nourriture, mobilier, vêtements, chauffage, etc... Cependant, le cultivateur pratiquait l'élevage de certains animaux de boucherie comme le porc qu'il vendait, il cultivait également la pomme de terre, l'avoine qu'il cherchait à vendre également. Quant au lait de ses vaches, six ou sept en moyenne, il était vendu à la beurrerie coopérative du village. Cependant, à cause de la dimension restreinte des troupeaux et de la faiblesse des rendements, les opérations commerciales du cultivateur suffisaient à peine à l'achat des biens essentiels pour sa famille: farine, sucre, mélasse, tissus pour les vêtements. De la façon générale, une fois que la famille avait réussi à vivre, il restait peu d'argent liquide à investir dans la ferme elle-même soit pour l'achat d'animaux, d'équipement, ou même de graines de semence. On sait d'autre part que c'est la forêt, le travail dans les chantiers ou la coupe du bois sur les lots de ferme, qui procurait au cultivateur un revenu supplémentaire destiné souvent aux investissements agricoles de la ferme.

Dans ce contexte, l'organisation d'une coopérative locale, c'était le moyen pour tenter de conserver le minimum vital indispensable pour vivre: c'est-à-dire vendre les surplus agricoles au meilleur prix et acheter au meilleur compte les produits indispensables pour la ferme.

Les techniques et les conditions de l'agriculture étaient changées depuis la guerre. Des besoins nouveaux devaient être satisfaits. L'engrais naturel par

exemple, ne suffisait plus, il fallait de l'engrais chimique; il devenait également impossible de fabriquer soi-même les instruments de production; d'autre part, il fallait employer de nouvelles semences; il fallait plus de grains ou de moulées qu'on pouvait en produire...

La coopérative permettait aux cultivateurs du Bic de se grouper afin de se procurer à meilleur compte ces fournitures ou ces biens de production. Par ailleurs, le barattage individuel ne suffisait plus; il fallait la construction d'une fromagerie suffisamment importante pour accommoder une vaste clientèle pour transformer le lait ou la crème et suffisamment centrale pour accommoder toute la population bicoise. La coopérative offrait ce moyen de se regrouper pour effectuer la transformation du lait en fromage et en beurre. Quelques années d'efforts, et une nouvelle beurrerie placée au centre du village deviendra une réalité au cours de l'été 1935, malgré la concurrence de deux autres beurreries.

L'industrie laitière favorisait par ailleurs comme production secondaire, l'élevage de porcs et d'animaux destinés à la boucherie. Avec l'augmentation de cette production, il devenait de plus en plus difficile aux cultivateurs bicois d'écouler eux-mêmes leurs animaux sur un marché aux dimensions nouvelles. Des acheteurs à la solde des grandes industries agricoles, parcouraient le Bas Saint-Laurent et fixaient arbitrairement les prix des animaux de boucherie. "Les spéculateurs, devaient me confier les fondateurs de la coopérative du Bic, abusèrent de l'inexpérience des cultivateurs".²⁶

C'est afin de s'assurer des meilleurs prix possibles, et surtout de freiner l'action de ces spéculateurs qu'ils se sont groupés en coopérative. Il devenait ainsi possible d'éliminer une bonne partie de ces intermédiaires parasitaires et d'exercer une pression pour de meilleurs prix.

Ainsi, la Coopérative du Bic permettait malgré ses relatifs succès, aux cultivateurs de conserver eux-mêmes le contrôle des fonctions d'approvisionnement et de vente. Le magasin ou la meunerie, la beurrerie et les





1938. Malgré le nombre toujours croissant de coopératives durant cette période, ainsi par exemple, leur nombre fait plus que doubler entre 1931 et 1938, il faut attendre 1937, pour remarquer que les ventes effectuées par les coopératives retrouvent la vigueur d'antan, après dix années de fluctuations vers le bas.

Au Bic, la coopérative ne déroge pas au mouvement général imprimé par l'économie de l'époque. Le volume de ses ventes subit un fléchissement spectaculaire tandis que ses opérations financières sont continuellement en déficit. Les effets désastreux de la crise de 1929 sont les grands responsables de la mauvaise situation de la coopérative. Il reste que les prix des produits agricoles demeureront bas jusqu'en 1939. L'entassement de la population dans les campagnes aggrave encore la tendance à la baisse du niveau de vie en agriculture. Les opérations de la société coopérative ne pouvaient qu'enregistrer la tendance moyenne du mouvement.

services de vente, devenaient aussi des prolongements de la ferme. Le point de concurrence entre la production et la consommation se situait maintenant entre des cultivateurs groupés en coopérative et le premier acheteur.

Les premières réalisations de la coopérative peuvent paraître bien modestes en regard de celles d'aujourd'hui. Néanmoins, il est nécessaire de préciser qu'au moment où la coopérative du Bic commence à faire ses premiers pas, une terrible crise qui avait débuté aux États-Unis, par une crise du monde agricole, frappe durement le Canada et le Québec.

La période de 1929-39, n'est pas un simple "krach" boursier, ni une simple opération bancaire désastreuse ou encore une crise qui ne devait affecter que la production industrielle, mais c'est aussi une crise qui aggrave encore davantage les problèmes du monde rural déjà marqué profondément par la récession de l'après-guerre.

Ce phénomène de "crise", à l'époque des années '30 peut s'observer en étudiant les rapports financiers des coopératives agricoles du Québec.

TABLEAU
Évolution du nombre de coopératives
et de leur chiffre d'affaires entre 1928-1938.²⁷

Nombre de Sociétés coop.	Chiffres d'affaires	Années
?	14,546,878	1928
?	11,743,921	1929
82	11,624,737	1930
105	8,872,797	1931
125	7,093,304	1932
129	8,235,816	1933
135	8,432,307	1934
158	12,074,032	1935
167	13,611,392	1936
188	14,381,781	1937
215	16,432,716	1938

Ce tableau représente le nombre de sociétés coopératives qui ont transmis un rapport de leurs opérations au département de l'agriculture du Québec entre 1928 et

TABLEAU
Ventes de la Coopérative du Bic (1928-1942)
et déficits annuels²⁸

Années	Opérations (ventes)	Déficits annuels (—) ou Bénéfices (+)
1928	(fondation de la coop.)	
1929	\$11,007.	—
1930	1,408.	—
1931	5,074.	+ 4.50
1932	—	— 358.54
1933	2,423.	— 396.11
—		
1936	6,431.	— 30.57
1937	10,509.	+ 14.67
1938	10,544.	— 226.78
1939	incomplet	— 670.82
1941	10,561.	—1,144.66
1942	21,705.	— 548.76

À partir des données de ce tableau, nous pouvons faire au moins deux constatations: premièrement, que la "crise" produit ses premiers effets, c'est-à-dire en 1930, les ventes sont divisées par dix, et nous pouvons constater que ce n'est qu'à partir de 1937, et surtout 1942 qu'elles reprennent un niveau supérieur à 1929. D'autre part, durant toute cette décennie la coopérative n'arrive pas à boucler ses fins d'années, les déficits sont devenus la règle générale de l'organisation et les bénéfices qui sont réalisés accidentellement, sont dérisoires.

Il fallait effectivement avoir la foi pour croire à l'avenir de l'institution. Reconnaissons qu'elle ne prêchait pas par l'apparence. Trop pauvre pour avoir son propre local, la coopérative est hébergée gratuitement par la paroisse et les réunions se tiennent habituellement au "sous-bassement" de la sacristie.

Le gérant touche encore en 1940 un salaire annuel de \$500.00 (cinq cents dollars) et une commission sur les profits nets réalisés. Or, considérant que ceux-ci étaient ridicules, nous pouvons nous faire une idée plus juste de ses revenus. En 1941, on autorise le gérant à prendre un congé "pourvu qu'il se fasse remplacer tout en surveillant les affaires de près comme par le passé".²⁹ "Les

affaires" dont s'occupe le gérant sont importantes, il voit à tout ce qui touche la coopérative: le commerce des grains, engrais, animaux, patates, les produits laitiers, etc...

D'autre part, l'étude des procès-verbaux de la coopérative nous permet de constater l'indigence des membres. Les appels nombreux qu'elle loge au député de la région, au ministre de l'agriculture et même au premier ministre du Québec pour solliciter les octrois promis sont pathétiques et se terminent toujours par ces termes "pour nous aider à payer nos dettes et continuer d'exister".³⁰

À l'occasion de la construction de la "fabrique laitière", projet prioritaire de la décennie de '30, on constate que les cotisations individuelles des membres n'ont pas suffi en ces années difficiles pour atteindre l'objectif. La coopérative devra solliciter les bonnes grâces du gouvernement, mais sans grand succès pour finalement obtenir un prêt personnel du curé de la paroisse qui engagera toutes ses économies.³¹

Les difficultés de la coopérative au plan financier, s'observent davantage lors des discussions entourant la question des hausses des cotisations. Il a fallu une année de rencontres, de votes divisés pour obtenir la hausse d'une part sociale de \$10.00 à \$50.00. Celle-ci s'imposait depuis les origines de la coopérative, lui permettant ainsi un fonds de roulement plus important surtout au moment de la construction de la beurrerie, ainsi donc une survie toutefois assez précaire. Cette mesure n'a pas réglé ce problème de "pauvreté" de la coopérative puisqu'à chaque année, lors de l'assemblée générale annuelle, on retrouve toujours le même avertissement fait à ses membres: "Les actionnaires qui n'ont pas acquitté leur part prière de le faire dans le plus court délai possible sinon ils seront considérés comme non-membres". En 1941, sur un capital souscrit de \$4,050.00, \$2,569.00 seulement sera réellement payé,³² soit seulement 63% du capital.

Des origines jusqu'aux années '40, la Société Coopérative de Ste-Cécile-du-Bic conserve tous les traits d'une petite coopérative locale. Elle compte sur la loyauté de 44 à 48 membres, elle brasse un chiffre d'affaires de \$10,000.00 environ annuellement. Nous pourrions également noter que c'est une institution qui répond davantage aux principes fondamentaux de l'auto-subsistance, d'indépendance, qu'aux principes d'une agriculture d'échanges orientée vers les marchés. En d'autres termes, celle-ci répond aux besoins des cultivateurs bicois qui veulent s'approvisionner au meilleur coût et contrôler une partie du marché local, marché au reste relativement restreint. La partie des biens que les cultivateurs expédient à l'extérieur du village ou de la région reste modeste. Malgré cela, il faut penser que cette période, très difficile au niveau économique, peut être considérée comme un temps fort et héroïque dans l'histoire de son développement. En effet, à une époque où la misère était monnaie courante, où les faillites ne se comptaient plus, cette petite institution locale a traversé la "crise" avec courage et fermeté, elle a su jeter les bases d'une nouvelle crédibilité parmi la population rurale envers la coopération. Ses membres se sont solidarisés à des projets communs, ainsi au beau milieu des difficultés financières, ils ont procédé à l'acquisition

d'une première fromagerie coopérative, pierre d'angle de projets encore plus ambitieux dans le secteur de l'industrie laitière.

Par delà la diversité de leurs expressions, les coopératives agricoles de Saint-Fabien, de Sainte-Luce et du Bic ont connu un développement relativement semblable. La caractéristique principale de nos premières coopératives du Bas Saint-Laurent fut sans conteste le style pragmatique de leur développement, collant aux besoins et aux problèmes de la réalité de l'époque et peu préoccupé des aspects idéologiques de la coopération.

Toutefois, elles ont permis la création d'un courant de solidarité dans un milieu marqué profondément par l'indépendance et l'individualisme. C'est vrai que ces coopératives ne dépassaient pas les limites de la paroisse, cependant il faut considérer qu'à cette époque pionnière aucun autre organisme provenant de l'État ou de l'entreprise privée exerçait une impulsion significative au niveau régional. C'est dans une phase ultérieure de développement qu'on pourra observer le phénomène d'intégration des petites coopératives à une plus importante, avec le soutien intéressé de l'État.

1. Recensements statistiques, Canada 1901, 1931.
2. Chiffres fournis par Faucher A. et Lamontagne M. "L'histoire de l'industrialisation" dans **Le "Retard" du Québec**, pp. 26-42.
3. Haythorne, G. **Labor in Canadian Agriculture**. Harvard University Press, Cambridge, 1960, p. 282.
4. Haythorne, G. (idem) p. 492.
5. Recensements du Canada. 1911-1921.
6. Recensement de 1931, 8: LXXI.
7. A.C.J. **Le problème industriel au Canada français**. Secrétariat de l'A.C.J.C., 1922, p. 178.
8. G. Filion. **Le syndicalisme agricole**, pp. 72-73.
9. Région: notre région comprend pour cette étude, les comtés de recensement suivants: Rimouski, Temiscouata, Malane.
10. La rédaction "Résultats de notre enquête agricole", le **Semeur**, vol. 12, no 9 (avril 1916), p. 243.
11. Extrait du texte de Gérard Filion, In: **L'Isle-Verte vue du large**, de Robert Michaud, Leméac, 1978, pp. 296-297.
12. P. Hubert, "La jeunesse de la région de Rimouski", le **Semeur**, vol. XVIII, no 10 (mai 1922), p. 222.
13. F.A. Angers, "L'Agriculture", "documentation statistique", Fidès, 1944, pp. 492-518.
14. O. Asselin, "L'industrie dans l'économie du Canada-français", **L'Action canadienne-française**, vol. XX, no 3. (sept. 1928), pp. 157-158.
15. E. Minville, "Situation Économique" in **Le Canada**, 19.11.1927, p. 1.
16. Les statistiques concernant le flux migratoire vers les États-Unis analysées par Yolande Lavoie dans "Les mouvements migratoires des canadiens entre leur pays et les États-Unis aux XIXe et XXe siècles": "étude quantitative" **La population du Québec**, Boreál Express 1973, p. 75, trouvent une confirmation lorsqu'on examine les rapports annuels des curés du diocèse de Rimouski qui notent une forte reprise de l'émigration.
17. Mgr G. Courchesne, "Il existe une crise agricole" **Progrès du Golfe**, 2 août 1929, p. 2.
18. "La mévente de nos récoltes", **Progrès du Golfe**, 16 nov. 1924, p. 4.
19. "Les organisations agricoles" Opinion libre dans le **Progrès du Golfe**: 25 mai 1927, p. 2.
20. **Inventaire de Ressources Naturelles et Industrielles**, du comté municipal de Rimouski, p. 104.
21. Coulombe, Marielle, **Histoire de Saint-Fabien, 1828-1978**, Corporation municipale de Saint-Fabien, Rimouski, les Impressions des Associés Inc., 1978, p. 168.
22. **Inventaire des Ressources Naturelles et Industrielles**, 1938, comté municipal de Rimouski, p. 63.
23. Extrait de la **Gazette officielle du Québec**, 18 août 1928, No 4225, Ministère de l'Agriculture.
24. **Rapport du Ministre de l'Agriculture**, 1910, pp. 253-5.
25. Gérard Cassista, interview et texte.
26. Interview avec Messieurs Georges et Philippe Chénard.
27. Statistiques du Québec, 1928 à 1938, **Annuaire du Québec**.
28. Source: archives de la coopérative agricole du Bic. Le tableau a été réalisé grâce aux données des bilans annuels de la Société Coopérative Agricole du Bic.
29. Procès-verbal, assemblée des directeurs, 29.09.1941.
30. Exemple, procès-verbal, 4.02.1935.
31. Procès-verbal, assemblée des directeurs, 5.05.1935.
32. Bilan annuel, 1941, p. 8.